CE TEXTE SERT DE BASE AUX DISCUSSIONS MENÉES DANS LE CADRE DE L'ACTUALISATION DOCTRINALE DU MR

THÈME 4

Libéralisme, modèle social dynamique

AVEC Jean-Luc Crucke, Anne Barzin, Benoît Piedboeuf & Jacques Brotchi

Des libertés réelles pour les personnes et les familles

Aimer les libertés, les revendiquer, les protéger, les partager c'est vouloir **vivre concrètement des libertés réelles, et pas simplement formelles** ou abstraites. Des libertés que les gens ont vraiment la capacité d'exercer. Il ne suffit pas, en effet, de déclarer que les hommes naissent libres et égaux pour qu'ils le soient réellement. Sans moyens réels d'être libre, il n'y a pas de liberté : celui qui, pour lui-même et pour sa famille, n'a pas accès au logement, à l'enseignement, à la justice, aux soins de santé, à la culture…n'est pas libre.

Que les libertés soient réelles, effectives, signifie aussi que la démocratie ne peut se satisfaire de faux-semblants. On peut, par exemple, se croire libre de vivre à tel endroit ; mais quelle est la part réelle de liberté si l'air y est pollué ou l'environnement déprécié ?

On peut croire être libre de se nourrir soi-même et ses enfants, comme on le veut, mais qu'en est-il si les produits de base ont perdu toute qualité - notamment parce que le modèle familial de notre agriculture n'aurait pas pu être préservé ? De même, on peut s'estimer libre de lire son journal, mais de quelle liberté s'agit-il si le traitement de l'information n'est pas objectif mais orienté et inféodé ? On peut se réjouir du droit au libre choix de sa sexualité, mais qu'en est-il si ce choix suscite ensuite des discriminations à l'embauche, ou au logement ? Quelqu'un a-t-il vraiment la liberté de se promener s'il ne peut pas le faire en sécurité ? Quel est le degré de liberté et d'égalité –si ce n'est le degré zéro - d'un enfant né dans une région d'Afrique frappée par la famine, le sida ou la guerre ?

NOTES PERSONNELLES

La lutte contre la pauvreté

La pauvreté est l'ennemie de la démocratie libérale, le contraire absolu des libertés, des valeurs, des droits, et de la dignité humaine. Elle représente tout ce contre quoi les réformateurs s'engagent et agissent. Mieux, pour tous tel est l'engagement et l'appel des réformateurs contre la pauvreté, pour les libertés.

Là où existent des poches de pauvreté – il y en a dans nos régions, que ce soit en Wallonie ou à Bruxelles- il n'y a pas d'emploi, il n'y a pas d'avenir, il n'y a pas de perspective. Là où il y a pauvreté, aucune liberté n'est réelle et tous les droits sont bafoués : l'accès au logement est entravé, l'accès à l'épanouissement personnel et familial n'est pas possible, l'accès au travail est une illusion, et l'accès aux études constitue un leurre complet.

Le visage de la pauvreté s'est, en outre, diversifié : emplois précaires, immigration clandestine, augmentation de familles monoparentales à faibles revenus, accroissement du nombre de personnes âgées dépendantes et isolées, banalisation de l'échec scolaire, dévalorisation des filières de formation… Pour faire front contre cette souffrance qui se démultiplie, pour concrétiser toujours davantage de justice sociale, **une plus grande cohérence des politiques anti-pauvreté menées dans divers domaines par les différents niveaux de pouvoir, est absolument nécessaire**.

La richesse s'évalue par le développement humain

Qui dit progrès, dit richesse. Mais quelle richesse ? La croissance n'étant pas une fin en soi, mais un moyen au service des populations, la richesse d'un Etat ne doit pas être seulement évaluée sur base des seules statistiques de son Produit Intérieur Brut, mais en fonction du niveau réel de bien-être des personnes. Niveau de la qualité de vie que traduit l'**Indice de développement humain**, critère multidimensionnel –déjà utilisé par l'OCDE- basé sur le pouvoir d'achat, l'espérance de vie, le niveau d'éducation.

Une société dont une part plus ou moins importante de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, où une fraction plus grande encore se sent menacée, où les jeunes ne peuvent projeter aucun avenir, n'est pas une société acceptable, quels que soient les résultats de son Produit Intérieur.

La richesse n'est pas que quantitative elle est aussi qualitative. Elle doit caractériser une société dont tous les membres peuvent manger à leur faim, habiter un logement digne, avoir accès à une médecine de qualité, pouvoir recourir à la justice, s'intéresser à la chose publique ; une société où le cadre de vie n'est pas dévasté, dont les ressources naturelles sont protégées, où les libertés individuelles et publiques sont respectées, où la liberté d'aller et venir n'est pas entravée par l'insécurité, où le niveau d'éducation est élevé et répandu…Bref une société où l'égalité des conditions est largement réalisée.

Ce n'est que par rapport à ces objectifs que l'état de bien-être d'une nation doit être apprécié. En modifiant de la sorte leur angle d'approche et en adaptant leurs outils d'analyse, les politiques économiques, qui ne peuvent se soustraire à une dimension morale, pourront retrouver leur vocation première : être les références à caractère scientifique absolument nécessaires aux dynamiques de solidarité. Celles-là même que l'économie financière a perdues de vue.

NOTES PERSONNELLES